

Le Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,
Par les arrêtés des 15 juillet 1859, article 13; et 27 septembre
1871, articles 6 et 7;
Sur la proposition du directeur des affaires indigènes;
Le Conseil d'administration entendu,

DÉCIDE :

Art. 1^e. Soit arrêtée dans la manière suivante les opérations de la caisse indigène pour les Exercices 1874 et 1875, savoir :

Pour l'Exercice 1874.

Réceptes	178,185 f 79
Dépenses	176,215 f 21
Excédent des dépenses sur les réceptes, soldé avec les fonds de l'Exercice 1875	3,970 f 49

Pour l'Exercice 1875.

Réceptes	173,089 f 03
Dépenses	165,442 f 98
Excédent des réceptes sur les dépenses	7,647 f 11

De quelle somme, en retenant	3,759 f 49
A payer pour l'Exercice 1874, il reste disponible	3,880 f 69

Art. 2. Le quinto est donné à M. Lagarda, gérant de la caisse indigène, pour les Exercices 1874 et 1875.

Art. 3. La somme de 3,886 fr. 69 c., disponible à la fin de l'Exercice 1875, sera versée à l'Exercice courant.

Art. 4. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera, publiée au *Messager de Tahiti* et insérée au *Bulletin officiel des Établissements*.

Papeete, le 11 août 1876.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Directeur des affaires indigènes.

M. FRÉZEAU.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Voici arrêté que l'Exercice 1876 sera le tribunal correctionnel siéger à Papeete, où il détiendra à vingt mois de détention, dans une maison de correction, le nommé Ua a Ua, âgé de quarante ans, pour atteint à la podue;

Considérant qu'il n'existe pas dans la colonie de maison de correction et que, vu son jeune âge, le nommé Ua a Ua ne peut être interné à la prison civile de cette ville;

Considérant, en outre, qu'il y a lieu de chercher à inculquer à cet enfant des principes de travail et de moralité, sans lesquels il remonterait infailliblement dans la vie à l'expiration de sa peine;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. du Directeur de l'intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Le nommé Ua a Ua sera placé à l'arsenal de Fare-ute pour y subir sa peine. Il lui sera alloué la ration de mousse, et il recevra les effets dans les conditions prévues à l'arrêté du 10 avril 1866.

Art. 2. Le nommé Ua a Ua sera employé dans les ateliers en qualité d'apprenti. Il n'a aura droit à aucun salaire, mais pourra recevoir des gratifications s'il s'en rend digna par sa bonne conduite.

Art. 3. M. le directeur de l'arsenal devra prendre les mesures nécessaires pour interdire à ce jeune détenu toute communication avec l'extérieur.

Art. 4. L'ordonnateur f.f. du Directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, dans ce qu'il le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1876.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. du Directeur de l'intérieur,

La Barbe.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu le jugement en date du 14 juillet 1876, rendu par le tribunal correctionnel de Papeete, devant lequel le nommé Aua, n° 330, âgé de vingt-huit ans, national de Chine, cuisinier, demeurant à Papeete, s'est rendu comme accusé d'assassinat dans la nuit du 21 au 22 mai dernier, tenté de commettre un vol au préjudice du sieur Meenan, tenté et manifesté par un communement d'extinction; et qui n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur; que ce crime a été commis dans une maison habitation, la nuit, à l'aide de fausses clefs, dans un lieu clos, et que son auteur était porteur d'armes appartenant ou achetées;

Vu la déposition, en date du 26 juin 1869, rendant applicable dans les Exemples du port, l'ordonnance du 26 juillet 1828 concernant le gouvernement de la Guyane française;

Vu l'article 49 de ladite ordonnance; ensemble l'article 3 de l'ordonnance du 28 avril 1813;

Considérant qu'il ne résulte, ni de l'application de la peine, ni des faits dont le condamné n'a été déclaré coupable, aucune circonstance qui soit de nature à faire solliciter pour lui la clémence du gouvernement;

Sur le rapport du procureur de la République, chef du service judiciaire;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Le jugement rendu par le tribunal supérieur de Papeete, constitué en tribunal criminel, le 14 juillet 1876, contre le nommé Aua, n° 330, qui le condamne à cinq années de réclusion, sera immédiatement exécuté selon sa forme et teneur.

Art. 2. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution da

présent arrêté, qui sera inscrit au *Bulletin officiel des Établissements*, publié au *Messager*, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1876.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République ;
Le procureur de la République, chef du service judiciaire,

R. Pons.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,
Vu la demande formulée par le sieur Gardey à l'effet de contracter mariage;

Vu le décret du 24 mars 1852;

Attesté que les pièces à l'appui de la demande sont suffisantes;

Sur la proposition du chef du service judiciaire;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Consentement est donné au sieur Gardey à l'effet de contracter mariage.

Art. 2. Expédition de présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constituant la célébration du mariage.

Art. 3. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1876.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

R. Pons.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,
Vu la demande qui nous a été adressée par le sieur Taumihau a Temai, demandant d'obtenir une dispense d'âge à l'effet de contracter mariage;

Vu l'article 38, § 1^e, de l'ordonnance du 27 août 1838, et la dépeche ministérielle du 26 juillet 1869;

Vu l'article 163 du Code civil, ensemble la circulaire du garde des sceaux du 29 avril 1832;

De l'avis du chef du service judiciaire;

Le Conseil d'administration entendu;

Attendu qu'il y a motif de dispense,

AVONS DECIDÉ ET DÉCISONS :

Art. 1^e. Dispense d'âge est accordée au nommé Taumihau a Temaiamoa à l'effet de contracter mariage.

Art. 2. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée, insérée, communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1876.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

R. Pons.

Instructions sur le service du lazaret provisoire de Motu-Uta.

L'îlot Motu-Uta étant converti en lazaret provisoire, le nommé Schuszt, gardien de battrerie, remplira les fonctions de garde sanitaire, à partir du 10 juillet 1876.

Cet agent veillera à ce qu'il n'y ait aucune communication soit avec la terre, soit avec les bâtiments de la rade, et empêchera toute contamination, quelle qu'elle soit, de communiquer avec l'îlot.

Le nommé Schuszt devra se servir au moyen d'un étendard qui déposera sur le wharf, où le garde sanitaire viendra prendre après le dépôt de l'adulte endolorde, les vivres, médicaments et autres objets destinés aux malades.

Les ustensiles qui devront être renvoyés à Papeete seront, après avoir été soigneusement lavés, déposés sur le wharf par les soins du garde sanitaire, et l'embarcation viendra les prendre après que l'agent se sera retiré.

Dans le cas où le lazaret aurait à faire une communication ou une demande urgente à l'ordonnateur, au chef du service de santé ou au commissaire des hôpitaux, le garde sanitaire disposerà des moyens suivants pour appeler une embarcation :

1^e Si il s'agit d'un service de nuit, une lanterne rouge sera hissée sur l'îlot;

2^e Si l'il s'agit d'un service de jour, le signal consistera en deux fanfares superposées.

Le service de port de Papeete est chargé d'assurer l'exécution de cette partie des instructions. Ce service ne devait souffrir aucun retard, le matin de port, dès que le signal sera fait, enverra immédiatement une embarcation qui se tiendra à portée du wharf et s'équiperà des besoins.

Le service de port sera assuré au moyen du factionaire de la grotte du Mézange, qui avisera, sans retard, le maître du port.

Tous les jours, le garde sanitaire rendra compte à l'ordonnateur de tout ce qui a été fait.

En cas d'évasion; ou communication avec les navires ou avec les îlots ou toute autre circonstance urgente, le garde sanitaire devra immédiatement demander une embarcation et rendre compte des faits à l'ordonnateur. Il demandera ensuite que ses rapports ne pourront être envoyés à terre que par l'intermédiaire de l'agent chargé de conduire l'embarcation, le nommé Schuszt ne devant, sous aucun prétexte, s'absenter de son poste.

Si une personne quelconque communiquera avec l'îlot, elle sera soumise aux effets de la quarantaine et le garde sanitaire s'opposera à son départ.

Les objets de couchage et autres objets devant servir au lazaret seront gardés à la surveillance du garde sanitaire, qui recevra du commissaire des hôpitaux une note détaillée de tout ce qui aura été délivré pour ce service. Ces agats devra veiller à ce que ces objets et effets ne soient pas détournés par la faute des ma-

